



ÉLECTIONS 2017

... le PCF a lancé un exercice pratique en convoquant les différentes forces de gauche pour réfléchir sur la question. Panorama des points abordés, des accords et désaccords.



La Banque Centrale Européenne dont le fonctionnement imposé par les traités est remis en cause par toute la gauche PHOTO AFP

CICE : ce cas d'école de ce qui doit être évité

● Réorienter les dépenses dans un sens plus social, plus environnemental, plus utile pour tous : l'objectif est partagé par l'ensemble des forces de gauche.

Le cas du CICE a été une illustration pratique de ce qu'est un choix de dépense avec toutes ses conséquences. Ce CICE d'un montant de 40 milliards d'euros sur la mandature via des crédits d'impôt est une proposition réalisée suite au rapport de Louis Gallois sur la compétitivité des entreprises et notamment les freins dans l'exportation. Au final, 80 % des montants ont été captés par des entreprises qui ne sont pourtant pas exposées à

la concurrence internationale et l'ensemble a eu un effet plus que ridicule sur l'emploi. Un rapport de France Stratégie fait état de 50 à 100 000 emplois créés soit de 300 à 600 000 euros par emploi, des sommes payées par une augmentation de la TVA, impôt injuste car frappant identiquement toutes les personnes quelles que soient leurs ressources.

6 millions de plus pour l'entreprise de Gattaz, 3,5 millions de moins pour une commune

La sénatrice communiste Marie-France Beauvils ayant

rédigé un rapport sur le sujet prend ensuite un exemple éclairant : celui de l'entreprise Radiall de Pierre Gattaz : de reports fiscaux déficitaires antérieurs en possibilité de cumul du crédit d'impôt, cette entreprise aura la possibilité de toucher, fin 2017, 6 millions d'euros du CICE. « 6 millions d'euros sur trois ans. A titre de comparaison, ma commune de 16 000 habitants qui figure parmi les plus bas revenus de toute l'Indre-et-Loire, a perdu 3,5 millions d'euros de budget sur cette même période au titre de la participation au redressement des finances du pays ».

Ce CICE, il « ne faut pas

seulement le conditionner à des critères pour vérifier que cela crée des emplois. Il faut comprendre qu'il appelle à la baisse du coût du travail et le remplacer par un fonds qui pousse à baisser les coûts et les prélèvements du capital » expose l'économiste du PCF Frédéric Boccara. Un CICE que la France insoumise entend « supprimer pour en affecter la moitié aux recettes de l'État et la moitié à un fonds de solidarité entreprise » explique Jeanne Chevalier.

Un problème de financement de l'activité

Un point qui fait écho à un autre problème soulevé par Marie-

France Beauvils : ces entreprises dans l'innovation « qui ne peuvent bénéficier du CICE car proposant des salaires supérieurs à 2,6 fois le Smic alors même que les banques refusent de les financer car elles estiment que leur démarche n'est pas assez solide ».

Et de conclure : « nous avons un vrai problème de financement de l'activité ». « Pourquoi quand les entreprises frappent aux portes de banques qui ne veulent pas les aider à se développer nous ne les soutenons pas ? » interroge Pierre Laurent qui voit dans ce type de bataille l'opportunité de renverser la fausse image « d'ennemi de l'entreprise ». **Angélique Schaller**

TRAITÉS ET MONNAIE... PROPOS EN BREF

F. Boccara

« Il ne suffit pas de rejeter Ceta et Tafta. Il faut aussi imposer de nouveaux traités ayant pour but de développer le bien commun ».

F. Morin

« Il faut redonner de la souveraineté monétaire aux États mais pas dans une vision étriquée car il faut aussi penser à la planète ».

F. Morin (2)

« Il faut une grande monnaie à cette échelle, pas unique mais commune, pas dans des rapports de marché mais des rapports politiques ».

F. Boccara (2)

« Nous sommes pour une nouvelle monnaie commune au niveau mondial, avec de nouveaux traités de type Bretton Woods ».

J. Chevalier

« On veut une monnaie commune à l'échelle internationale car on refuse le dollar et ses privilèges insupportables ».